

# Le Covid19 percute notre service public de santé, fragilisé par la politique du gouvernement et de ses prédécesseurs !

*Partie d'un marché aux animaux en Chine, l'épidémie de coronavirus Covid19 est devenue une pandémie qui touche tous les continents. L'évolution dramatique, en quelques jours seulement, dans un pays comme l'Italie, au cœur de l'Europe, laisse présager de ce qui peut arriver à très court terme en France.*

## La responsabilité du gouvernement

Bien que les spécialistes en tous genres dans les grands médias, que nos gouvernants, aient essayé de nous rassurer en déclarant sur tous les tons que nous avons un système de santé bien supérieur à celui de l'Italie, personne n'est dupe.

**Après avoir dégradé depuis des décennies notre service public de santé (fermeture de plus de 100 000 lits en 20 ans, suppressions de postes, manque de matériel, baisse des crédits et des moyens pour la recherche notamment pour celle sur la famille des coronavirus) il paraît évident que nous ne sommes pas mieux armés que l'Italie.**

La France dispose de 5000 lits de réanimation et de 7000 lits de soins intensifs. 12 000 lits, c'est bien loin de suffire pour faire face à une épidémie de l'ampleur que nous connaissons aujourd'hui, d'autant qu'il faut bien sûr continuer à s'occuper de toutes les autres pathologies qui nécessitent d'être traitées dans les services de réanimation et les soins intensifs.

**La politique de flux tendu à l'hôpital, comme à l'usine, ne peut pas permettre de faire face aux crises.**

**Les équipes médicales seront-elles obligées, comme en Italie, de faire un tri parmi les malades à soigner ? Le comité d'éthique est déjà saisi de cette question pour conseiller les équipes au cas où...c'est la preuve qu'ils se préparent à cette éventualité !**

## L'hypocrisie du gouvernement

La fermeture des petits hôpitaux, avec des populations entières qui ne trouvent déjà pas de médecin généraliste en temps normal et n'ont pas accès aux soins nécessaires près de chez eux augmentent ces difficultés pour faire face à cette épidémie !

**Depuis plus d'un an ce gouvernement, qui aujourd'hui découvre la nécessité d'un tissu hospitalier public performant en cas de crise, méprise les personnels et refuse de répondre à leurs revendications. Il est plus qu'hypocrite aujourd'hui de leur tresser des lauriers et de les encenser pour leur dévouement. Va-t-il enfin répondre aux exigences des personnels et usagers de la santé qu'il a refusé d'entendre jusqu'à présent ?**

## Des milliards pour les entreprises et les banques, la stigmatisation pour la population !

Les solutions proposées par ce gouvernement ne sont pas à la hauteur de la crise : au lieu de dégager des crédits pour renforcer les équipes, rouvrir des lits, acheter du matériel, il fait appel aux « jeunes » retraitées, supprime les congés, les repos et prône la généralisation des consultations par télé-médecine.

Les crédits dégagés permettent avant tout aux entreprises de continuer à tourner, pour garantir leurs prêts bancaires en leur versant des milliards (donc nos impôts et nos cotisations), alors que quasiment rien n'est prévu pour protéger les salarié-es, la population.

On a même vu la ministre du travail déclarer qu'il n'y avait pas matière à procéder à des droits de retraits (c'est-à-dire quitter le travail) de la part des salarié-es qui s'estimaient exposé-es au virus.

Pourtant, Macron et son gouvernement nous font la leçon et renvoient à la responsabilité individuelle la propagation du virus.

Cette crise sanitaire au niveau mondial est intrinsèquement une conséquence du système économique actuel, qui privilégie les profits à court terme au détriment des écosystèmes, des services publics et - par extension - de notre santé. Les mesures efficaces et responsables à prendre pour lutter contre le Covid19 ne peuvent l'être qu'en remettant en cause cette logique et en remettant l'intérêt général au centre de nos préoccupations.

**Le collectif 37 « Notre santé en danger » appelle bien sûr la population à respecter scrupuleusement les mesures barrières pour freiner la progression du Covid19 (lavage de mains, prise de distance, confinement, port de masque, etc.).**

**Des mesures d'ampleur et collectives qui doivent être prises !**

- **Pourquoi ne pas avoir dès le début organisé et orienté la production des masques et du gel hydroalcoolique, (quitte à réquisitionner des entreprises) afin de les distribuer massivement et gratuitement ? Ils sont devenus introuvables rapidement par une grande partie de la population y compris pour des professionnels de la santé ou de l'assistance à la personne. D'autant plus que maintenant, vu le nombre de cas, il n'est plus possible de procéder aux tests de dépistage systématique.**
- **Pourquoi ne pas stopper la production non indispensable afin de protéger les salarié-es ?**
- **Pourquoi ne pas augmenter immédiatement les budgets hospitaliers pour ouvrir des lits, procéder à des recrutements massifs en CDI dans un premier temps et revaloriser les salaires ?**
- **Pourquoi ne pas réquisitionner sans contreparties les cliniques privées pour assurer momentanément des missions de service public ?**

Au lieu de ça, on assiste à des mesures contradictoires et incohérentes, à tout et son contraire : des familles confinées et des centres d'appel ouverts, comme à Tauxigny (800 personnes en open-space sans masque ni gant), des aides à domicile sans protection, SKF à St Cyr toujours en fonctionnement ... De quoi décourager les soignant-es et se demander comment, dans ces conditions, on pourra vaincre l'épidémie.